

Après l'arrestation
des leaders de la CGT
une seule réponse
pouvait être donnée :

Grève Générale de protestation

ON ne fera croire à personne que Mayer et ses acolytes ignoraient que la justice militaire avait décidé d'arrêter Stül, Tollet, Frachon, Molino, Dufurche. Bien au contraire, le gouvernement en décidant de cette mesure fasciste, prouvait à ses maîtres américains qu'il était prêt à mettre hors la loi les organisations ouvrières en France. Il pensait aussi tenter une nouvelle épreuve de la capacité de résistance des travailleurs, mettre le Parti stalinien en difficulté, l'obligé à capituler et à découvrir en partie ses cadres de rechange.

La Fédération Anarchiste, immédiatement, par la voix de son Comité National réuni le soir même du coup de force policier, prenait position : seule une grève générale de protestation pouvait stopper l'audace des gouvernements, redonner confiance à la classe ouvrière, barrer la route à la réaction.

Que s'est-il passé depuis ? Le parti stalinien, incontestablement maître de la bureaucratie cégétiste a reculé devant l'action. Les appels en titres énormes dans l'Humanité pour aboutir à des arrêts de travail très limités, de quelques heures, n'ont fait qu'accentuer le ridicule des généraux du parti stalinien n'osant plus lancer leurs troupes dans la bataille. Cette disproportion entre les gesticulations et l'action, entre les appels et les résultats, n'aura comme effet que de démoraleiser davantage encore les travailleurs. Cette démolition est-elle voulue ?

Disons plutôt que la ligne brisée suivie par le P.C.F., ses tactiques criminelles de sabotage des grandes grèves de 1947-1948, ses tactiques imbéciles de débrayages et de manifestations à propos de tout et de rien ces dernières années, ne pouvaient être évitées par un parti dont l'action est menée en fonction de la diplomatie mouvante du Kremlin. Mais c'est le peuple qui paye ! Et nous risquons de payer ce passé de plus en plus cher.

Et pourtant, la grève générale de protestation, limitée même à une journée, mais totale, était possible, est encore possible. Et comme le 12 février 1934, elle pouvait arrêter brutalement l'avance de la réaction, permettant ainsi au prolétariat de se ressaisir et de passer à l'offensive.

Le cœur prétendant, dans l'Humanité du vendredi 27 mars, que la grève des mineurs ne pouvait être lancée inconsidérément à cause des stocks de charbon importants accumulés sur le carreau des mines. Certes, une grève économique de revendications des mineurs se heurterait aujourd'hui à un gouvernement assuré de tenir longtemps sur les réserves de charbon, mais s'agit-il de cela ? Le cœur tente de noyer le poisson car il « oublie » de préciser qu'il s'agit d'une grève politique — au meilleur sens du terme — d'une grève générale mais limitée de protestation antifasciste. Mais Leccœur et tous les bureaucrates du P.C.F. ont peur de l'action car ils savent qu'ils ne seront pas suivis : la grève générale antifasciste est possible, à condition qu'elle ne soit pas lancée par le parti

stalinien qui a perdu la confiance de larges masses ouvrières. La capitulation mal camouflée du P.C.F. en est l'aveu.

L'émoi incontestable créé dans la population le matin même du coup de force gouvernemental pouvait être le soir même transformé en colère populaire et en protestation efficace. Mais rien n'est venu de ceux qui ont en mains les directions des syndicats et déjà l'intérêt des masses faiblit. Le mercredi 25 mars, tout un peuple indigné se sentait menacé, provoqué. Peu importaient alors les noms des hommes poursuivis : chacun sentait, même s'il n'aimait pas Frachon, que Frachon était poursuivi sans autre raison valable que d'être considéré comme un responsable ouvrier. Le prétendu complot invoqué par le gouvernement ne fait plus de dupes : le Français le plus borné sait aujourd'hui que les enquêteurs n'ont jamais rien trouvé qui justifie l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Une organisation qui conspirait, laisserait-elle d'ailleurs, ses documents dans ses permanences officielles ?

La grève générale devait être déclarée immédiatement, jaillissant de l'âme populaire comme une réponse cinglante à la réaction. Il fallait pour cela et, nous le répétons, les chefs staliens l'ont senti, que ce ne soit pas eux qui lancent l'action. L'auraient-ils fait d'ailleurs, même s'ils avaient senti les masses derrière eux ? On peut en douter : ils sont aujourd'hui emparés dans le légalisme et la fuite de Frachon et sa réponse en style révolutionnaire à la justice bourgeoise, ne sont sans doute pas du goût du bureau politique : celui-ci se trouve ainsi empêché de poursuivre efficacement le déboulonnage de Frachon et est contraint même de lui redonner du prestige. La campagne du P.C.F. contre Frachon s'avère maintenant bien difficile. Et le gouvernement n'a pas manqué de jouer là encore un tour de plus au P.C.F. en se servant de ses luttes entre bureaucrates, bien en cours au Kremlin, et les futurs Marty-Tillon.

Que le gouvernement ne se fasse pas d'illusion : les sursauts populaires sont imprévisibles. Que les gouvernants sachent bien qu'ils n'ont mesuré que la réaction du seul P.C.F., mais qu'ils ne peuvent connaître ainsi l'état d'esprit profond du prolétariat : il n'a pas encore livré bataille.

Un mouvement unanime, une grève générale sont encore possibles. Ils le deviendront plus encore, au fur et à mesure qu'une véritable organisation révolutionnaire viendra relever la décapitation et la trahison stalinienne, viendra exprimer les sentiments profonds des masses populaires. La Fédération Anarchiste, chaque jour en progrès est l'avenir du peuple. C'est elle seule qui, au premier rang du prolétariat, pourra exprimer sa volonté et orienter son action afin de stopper le fascisme et de passer à l'offensive révolutionnaire pour le communisme libertaire.

L'impérialisme américain abandonne à son sort le capitalisme français

LS avaient pourtant préparé soigneusement leur voyage. Les arguments emportés dans les valises devaient, pensaient-ils, convaincre. Il y avait deux promesses : l'offensive pour la ratification du traité de l'armée européenne et l'arrestation des militants de la C.G.T. et du parti stalinien. Une menace y était ajoutée : l'inflation (le vote des 80 milliards) qui, risquant d'aggraver la crise financière, devait forcer le gousset des patrons américains.

Pourtant Mayer et Bidault reviennent de Washington la tête basse. Les mains vides, mais avec un ordre, celui impératif de la ratification de l'armée européenne avant toute chose. Toutefois, Eisenhower, paternaliste, leur a remboursé les frais et ajouté un pourboire en accordant 88 milliards de solidarité. Cette somme couvrira un peu plus que l'avance demandée à la Banque de France par le Parlement dans la nuit mémorable du 23 au 24 mars.

Que croyaient donc nos ministres en partant à Washington. La bourgeoisie française voulait-elle, veut-elle encore s'abuser sur ses possibilités ? Elle n'a même pas obtenu le certificat de grande puissance qu'elle demandait. Parce qu'elle en est là. N'abusant plus personne, la bourgeoisie veut prouver son authenticité par un certificat qui, en l'occurrence, devait être le droit à une participation active dans la direction du camp atlantique.

Ce certificat était destiné surtout au capitalisme allemand qui va jouer le rôle de leader en Europe. Cette subordination à l'Allemagne outrage la bourgeoisie française et elle aurait tenu, puis les choses ne pouvaient se passer autrement, à ce que Washington fasse, aux yeux du monde, respecter sa dignité par la bourgeoisie d'Outre-Rhin. Les Américains n'ont même pas tenu à ce que l'Allemagne ait cet égard. Les Américains ont été jusqu'à refuser une discussion sur la Sarre qui est pourtant,

pour l'économie capitaliste française, primordiale. Et que peut la bourgeoisie française ? Elle n'a même plus la possibilité du sursaut qu'eut la bourgeoisie allemande en se lançant dans l'aventure monstrueuse du nazisme. Ce qu'elle peut encore, et ce qu'elle va tenter de faire, c'est d'alourdir toujours plus son appareil répressif sur la classe ouvrière, afin de prévenir toute agitation sociale qui l'entraînerait encore plus rapidement vers sa chute.

Mayer et Bidault pensaient tout de même que les U.S.A. accepteraient au moins les investissements dans la construction d'habitations en France. Cet expédient pouvait redonner un semblant de « relance » économique au pays et satisfaire un des premiers besoins du peuple qui en a assez des taudis. Les deux compères oublièrent simplement que si les Américains devaient donner de l'argent, ils le donneraient, non pas pour les besoins civils, mais pour les besoins de la guerre. Ces besoins de la guerre, la France étant incapable de les assurer, c'est l'Allemagne, quand Adenauer viendra à son tour à Washington, qui en sera chargée et touchera les dollars.

En somme, le bilan de ce voyage se résume rapidement et le résultat pratique est l'abandon à son sort, par l'impérialisme américain, du capitalisme français. Les clans de la bourgeoisie qui s'élevaient contre ce voyage, présentant l'échec, se tiennent prêts à recevoir comme il faut les deux émissaires.

Le gâchis est total car même sur le plan de l'impérialisme colonial, les U.S.A. n'acceptent d'intervenir que stratégiquement, dans le but de la préparation de la prochaine guerre. Les intérêts économiques de la bourgeoisie française ne sont pas pris en considération et la relève, dans les pays coloniaux, des directions militaires et administratives françaises sont prévues par les Américains.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement Mayer ne résistera pas à la gaffe qu'il vient de faire en allant rendre visite à l'administration américaine. René LUSTRE.

(Suite page 2, col. 4.)

Le dernier recours de Julius et Ethel ROSENBERG devant la Cour suprême des U.S.A.

LUNDI dernier, Julius et Ethel Rosenberg, par l'intermédiaire de leur avocat, ont déposé devant la Cour Suprême l'ultime recours pour la révision du procès en faux qui leur a été intenté et qui les a condamnés à périr sur la chaise électrique.

Dans leur prison, Julius et Ethel Rosenberg sont sous la menace continue et infamante du chantage. Toute la presse anticomuniste américaine, mais avant tout, antiouvrière, se livre à la chasse aux sorcières. Pour elle, les Rosenberg sont coupables par le seul fait qu'ils sont sympathisants communistes. Elle s'aide merveilleusement de la loi Mac Carthy, cette maladie appelée : espionnage.

Admirons la sérénité de Julius et Ethel Rosenberg qui, du fond de leur prison, gardent l'espoir et refusent de se plier à toute menace de chantage, car en eux-mêmes, la conscience tranquille, ils ne peuvent avouer un crime qu'ils n'ont pas accompli, ils ne peuvent dénoncer un réseau d'espionnage qu'ils ignorent.

Devant l'ampleur des protestations parvenues tant à Washington que dans toutes les ambassades U.S.A. du monde, quelle sera la réponse des juges de la Cour Suprême ?

Nous refusant au chantage, de part et d'autre, nous considérons que les multiples protestations représentent une révolte consciente contre l'injustice.

Si, au début, Truman et Eisenhower pouvaient invoquer contre la grâce le seul fait que les partis communistes du monde défendaient seuls les Rosenberg, ce qui était déjà une faille dans le procès vraiment politique, aujourd'hui, il n'en est plus de même. De différents horizons les protestations s'affirment.

Que va faire la Cour Suprême ? Elle ne doit pas braver l'opinion mondiale.

Elle doit gracier les Rosenberg. Julius et Ethel doivent être libres.

Leur liberté, ce sera une victoire de la justice contre l'iniquité, du bon sens contre l'absurdité, ce sera une victoire ouvrière.

René GERARD.

Un gosse tombe dans une trémie

Des informations de la Grande Presse aux sueurs froides de M. Lacornière directeur des Etablissements Fourray

Voici quinze jours, un ouvrier retenu d'une trémie à ciment, entroposée dans le terrain vague jouxtant l'usine, un enfant de huit ans tombé dedans depuis vingt heures.

M'ayant pas de personnage illustre à enterrer, lui et son usine. Eh bien, monsieur Lacornière, nous vous glissons celui-là dans votre corbeille, et à la bonne nuit !

P.S. — Le mot de la fin, c'est un agent cycliste chargé de l'enquête qui semble l'avoir eu. Avec le gros bon sens propre à sa corporation, il fourmille à la Direction ce bon conseil, que nous ne saurions inventer : « Surtout, chaque matin, n'oubliez pas de jeter un coup d'œil dans le fond de vos trémies... »

R. JOULIN.

ver quelques troubles de digestion (si non de conscience). D'ailleurs, ce bon monsieur Lacornière, lors de ses voyages de noces en Suisse, ne manque pas de s'en payer « une bonne tranche » (sic), chaque fois qu'un article le met en cause, lui et son usine. Eh bien, monsieur Lacornière, nous vous glissons celui-là dans votre corbeille, et à la bonne nuit !

P.S. — Le mot de la fin, c'est un agent cycliste chargé de l'enquête qui semble l'avoir eu. Avec le gros bon sens propre à sa corporation, il fourmille à la Direction ce bon conseil, que nous ne saurions inventer : « Surtout, chaque matin, n'oubliez pas de jeter un coup d'œil dans le fond de vos trémies... »

R. JOULIN.

Eisenhower demande les pouvoirs économiques spéciaux pour préparer la guerre

MARTHUR FLEMMING, qui fait fonction de président de l'Office de la Mobilisation en vue de la Défense, a déclaré le 25 mars que l'Administration du Président Eisenhower « acceptera » une loi lui donnant pouvoir d'imposer pour trois mois des contrôles économiques « en cas d'urgence ». Il a indiqué ensuite que l'Administration demanderait « l'extension des pouvoirs lui permettant de veiller à ce que les approvisionnements en matières premières des industries travaillant pour la défense nationale aient la priorité ».

En effet, un des aspects les plus inquiétants de la mobilisation économique des Etats-Unis est le problème d'approvisionnement en matières premières. L'autre étant la présence et le développement de l'inflation. L'évolution historique nous montre que l'avènement des grandes puissances industrielles a coïncidé avec l'utilisation de leurs ressources minérales et que les pays abondamment pourvus de ressources minérales variées sont devenus les grandes puissances industrielles, en même temps que politiques et militaires. Mais la demande en substances minérales destinées à l'industrie et à l'armement est devenue tellement forte aux U.S.A. que les sources d'approvisionnement — jusqu'ici considérées généralement comme suffisantes — paraissent maintenant relativement de faible importance.

L'édification de l'économie américaine ayant, comme toute économie capitaliste, pour base le profit, a fait subir aux ressources nationales de profondes ponctions en produits minéraux et les demandes des guerres impérialistes, de plus profondes encore. On est d'ailleurs saisi lorsqu'on se rend compte que les ressources minérales extraites et consommées entre les deux guerres dépassent en

quantité celles qui l'ont été pendant toute l'histoire antérieure de l'humanité. La possession des ressources minérales devient, de ce fait, un facteur de première importance.

**DEPENDANCE CROISSANTE
DES U.S.A. A L'EGARD
DES MATIERES PREMIERES
ETRANGERES**

Malgré un effort de prospection redoublé, malgré l'emploi de produits de substitution et d'autres mesures de « conservation » et « récupération » des métaux, le Gouvernement d'Eisenhower ne peut éviter que les Etats-Unis ne doivent avoir recours de plus en plus à des sources étrangères de substances minérales. Le nombre des produits minéraux classés comme « stratégiques » s'est élevé à une soixantaine. Pendant la seconde guerre mondiale, les U.S.A. ont dû importer des contingents de presque toutes les substances minérales utilisées dans l'industrie, dépendant de l'étranger à cent pour cent pour 8 d'entre eux, à 85 pour cent pour six autres, à 37 pour cent pour le cuivre et le zinc et à 44 % pour le plomb — les minéraux qu'on peut vraiment considérer comme des produits-clés. Un bref examen des proportions dans lesquelles les Etats-Unis ont fait appel aux produits étrangers au cours de la seconde guerre mondiale nous permet d'établir la liste des principaux pays probables d'importation. Les principales sources de produits susceptibles de satisfaire les besoins de guerre des Etats-Unis sont essentiellement l'Amérique latine, ainsi que les dominions et les colonies des pays de l'Europe occidentale. Comme on voit, ces ressources sont largement dispersées sur tous les continents, et le transport des produits demandés aux centres de consommation exige des voyages transocéaniques d'une longueur de plusieurs

milliers de kilomètres. Il en résulte que ce sont des millions de tonnes de marchandises qu'il faudrait protéger en cas de besoin. Cet état de choses nécessite d'importantes flottes navales et aériennes. Si ce trafic de produits minéraux était arrêté, l'industrie de guerre cesserait en grande partie de tourner.

Si le Commonwealth s'écroulait, si les empires d'outre-mer de la France, de la Belgique, du Portugal et des Pays-Bas se libéraient, cet événement serait aussi désastreux pour les Etats-Unis que pour le vieux capitalisme européen. Voilà une des raisons capitales de l'aide militaire américaine aux pays qui, comme la Grande-Bretagne, seraient logiquement des concurrents.

Voilà également pour les révolutionnaires une raison de plus pour augmenter l'agitation et la lutte pour l'émancipation des pays coloniaux qui devient par ce fait un facteur important de la lutte contre la guerre. Ce qui prime dans la lutte révolutionnaire, c'est l'intérêt du prolétariat mondial, de la révolution mondiale. Ecraser l'impérialisme américain est un pas vers la Révolution mondiale, et c'est à nous tous, et pas seulement au prolétariat américain, de le faire. C'est à nous tous d'examiner, d'étudier les aspects et les points faibles du capitalisme américain, pour le combattre sur un plan technique qui est le sien et sur lequel il est prisonnier de ses propres contradictions.

A chaque aspect nouveau du capitalisme, nous répondrons par une nouvelle méthode révolutionnaire, exploitant chaque faiblesse de l'adversaire. Dans chaque nouvelle fissure du système capitaliste, nous enfoncerons les armes nouvelles et puissantes de la Révolution.

Hélène URBAIN.

BOUTÉMY, l'assassin des maquisards, récidive

Le nommé Boutemy tient décidément à faire parler de lui ! Déjà nous avons eu l'occasion de dire ce que nous pensions de cet individu. Mais comme il insiste à nouveau lourdement, nous ne pouvons faire mieux que de satisfaire à ses désirs les plus intimes. Aussi bien, nous nous faisons un plaisir de publier ici les toutes dernières déclarations qu'il a faites devant ses collègues du Sénat.

« Je suis assuré qu'au cours de ces quatre années (1940-1944), aucun de mes actes administratifs ou personnels n'a pu défavoriser les nazis. Je déclare solennellement que durant toute cette période, mon action a été animée par le souci constant de « pétaniser » la population, en collaboration étroite avec les nazis. Je me suis attaché publiquement, en tant que directeur des renseignements généraux, au sabotage systématique de toutes les actions dirigées contre les personnes et les biens pétanistes, nazis et fascistes. »

Voilà aujourd'hui notre Boutemy bien arrogant, qui ose dire son infamie en public. Il est vrai qu'un juge a pris défense en ces termes : « ...M. Boutemy

risquant à chaque instant, non seulement sa carrière, mais aussi sa liberté, et peut-être sa vie, sut concilier les exigences avec ses devoirs de Français ». Et nous ajoutons, nous, une preuve à l'appui : « Rappelez-vous Philippe Henriot, « lâchement » abattu par les « brutes » terroristes de la Résistance ». Vraiment, Boutemy a eu de la chance de s'en tirer !!!... parce que le Philippe Henriot, qui était pourtant une pourriture de taille au-dessus de la normale, lui arrivait juste à la cheville, au Boutemy.

Chef général de tous les dénonciateurs de maquisards à la gestapo et à la milice, il aurait dû être condamné à mort en même temps que chaque mouchard assassin, en tout et au minimum 1.000 à 2.000 fois. C'est d'ailleurs pour ça qu'il se porte aussi bien que vous et moi... car des hommes comme lui, on n'en trouve pas tous les jours !

C'est ce qu'avait dû penser M. Mayer en l'intégrant dans son gouvernement. Manque de chance, les travailleurs ont riposté. Non pas contre le fait que Boutemy l'ordure soit ministre : un mi-

nistre en vaut un autre, ils en ont fait l'expérience depuis longtemps, mais contre le fait qu'à travers Boutemy, ce n'était pas un nazi, mais le nazisme qu'on réhabilitait. Et les travailleurs sont prêts à lutter contre le nazisme et contre le fascisme, quel qu'il soit : c'est d'ailleurs pourquoi le Boutemy a eu peur, et s'est sauvé.

Nous avons eu le plaisir de contempler sa sale gueule tremblante de frayeur. Il a vraiment le physique de son emploi : chapeau mou, regard fuyant, nez légèrement pincé, lèvres au rictus sinistre oreilles décollées par l'habitude d'écouter aux portes, déformation professionnelle bien connue chez les « poulets ».

Aujourd'hui, le mouchard a des velléités de retour. C'est un manque évident d'intelligence, même rudimentaire. Nous pensons que Philippe Henriot aurait préféré se faire oublier... personnellement, nous espérons que Boutemy ira bientôt lui demander son avis sur ce sujet, à ce pauvre Philippe Henriot.

M. MOREAU.

